



Commission des
lésions professionnelles

J8L48
E88
1999/2000
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

1999 - 2000

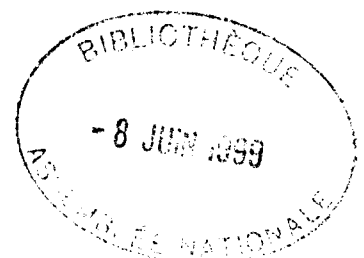
Demande de renseignements particuliers



COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES**ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****LISTE DES QUESTIONS**

La liste contient cinquante-quatre questions. La Commission des lésions professionnelles est concernée par une d'entre elles.

	PAGE
27. Dépenses relatives à la mise en place de la nouvelle Commission, plan des effectifs incluant les transferts en provenance de l'ancienne Commission d'appels et les transferts de personnels en provenance des anciens Bureaux de révision paritaire; budgets disponibles, dossiers traités et en attente de traitement, délais de traitement des dossiers.....	3



COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. DÉPENSES RELATIVES À LA MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE COMMISSION

Dépenses relatives à la mise en place de la nouvelle Commission, plan des effectifs incluant les transferts en provenance de l'ancienne Commission d'appel et les transferts de personnels en provenance des anciens Bureaux de révision paritaire; budgets disponibles, dossiers traités et en attente de traitement, délais de traitement des dossiers.

PLAN DE L'EFFECTIF

L'effectif autorisé à la Commission des lésions professionnelles (CLP) au 1^{er} avril 1998 est de 446 ETC par rapport aux 266 qui étaient autorisés à la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles (CALP) au 31 mars de la même année.

INTÉGRATION DU PERSONNEL DE LA CALP

Les 239 employés de la CALP au 31 mars 1998 (incluant les commissaires nommés par le gouvernement) ont été intégrés à la CLP le 1^{er} avril de la même année, comme prévu par les dispositions transitoires (art. 57, 58, 67) de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives*. On compte actuellement 414 employés à la CLP, incluant les commissaires nommés par décret du gouvernement. 19 de ces 414 employés étaient en disponibilité dans la fonction publique lorsqu'ils ont été intégrés à la CLP.

TRANSFERT DE PERSONNEL EN PROVENANCE DES ANCIENS BUREAUX DE RÉVISION

Deux catégories d'anciens employés des Bureaux de révision ont été intégrées à la CLP, et cela conformément à l'article 66 des dispositions transitoires de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives*. :

- 59 personnes qui agissaient comme «président de bureaux de révision» ont été nommées commissaires de la CLP à compter du 31 août dernier;
- 28 autres employés appartenant aux catégories d'emploi professionnelles ou fonctionnaires ont également accédé à un emploi à la CLP.

BUDGET DISPONIBLE

Le budget annuel de l'organisation est passé de 22,3 M\$ à la CALP à 45,5 M\$ à la CLP pour l'exercice financier 1998-1999. Le budget devrait être du même ordre en 1999-2000.

Ce budget de 45,5 M\$ incluait les sommes nécessaires à l'implantation de la CLP et à l'ouverture de ses bureaux en région. Comme nous prévoyions un certain temps pour combler l'ensemble des ETC autorisés, les montants non utilisés devaient en effet servir à combler les coûts non récurrents prévus pour la régionalisation et l'implantation de la CLP.

DÉPENSES RELATIVES À L'IMPLANTATION DE LA CLP

Les dépenses anticipées au terme de l'exercice financier en cours sont légèrement inférieures au budget alloué.

Pour leur part, les dépenses plus spécifiquement reliées à l'implantation s'élèvent à près de 6,5 M\$ répartis de la façon suivante :

- Ressources informationnelles	2 200 000 \$
- Achat de photocopieurs réguliers et à gros volume	1 477 000 \$
- Aménagement des locaux	2 000 000 \$
- Mobilier de bureau, appareils de bureau, appareils électriques	620 000 \$
- Formation du nouveau personnel et services spécialisés (autres que leur traitement régulier)	170 000 \$

TOTAL	6 467 000 \$
--------------	---------------------

DOSSIERS FERMÉS

Du 1 ^{er} avril 1997 au 31 mars 1998 (CALP) :	8504
Du 1 ^{er} avril 1998 au 23 mars 1999 (CLP) :	8530

En fin d'exercice, la CLP aura traité plus de dossiers que la CALP en 1997-1998, le résultat final devant être de près de 9000 dossiers fermés à la fin mars 1999.

Soulignons ici qu'une grande partie du personnel de la CLP est entrée en fonction à l'automne 1998. Il en est ainsi des 59 commissaires en provenance des anciens Bureaux de révision. Cet ajout d'effectif se reflète dans l'évolution du nombre de dossiers traités et fermés. On est ainsi passés graduellement de 524 dossiers fermés en avril 1998 à 1214 dossiers fermés en février 1999.

DOSSIERS À FERMER AU 1^{ER} MARS 1999

La CLP avait 11 318 dossiers à diverses étapes de traitement au 1^{er} mars 1999 :

- 1085 (9,6 %) dont les auditions ont été tenues étaient en attente de décision;
- 1004 (8,9 %) étaient intégrés au processus de conciliation;
- 4760 (42,1 %) avaient une audition fixée qui devait avoir lieu avant la fin avril 1999;
- 73 (0,6 %) étaient en attente d'une décision d'un tribunal supérieur avant de procéder devant la CLP;
- 4396 (38,8 %), arrivés depuis peu de temps au tribunal, étaient en attente.

Soulignons ici qu'au 1^{er} mars 1999, près de 5200 des 8300 (les 2/3) dossiers en réserve à la CALP le 31 mars 1998 avaient été fermés.

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT

Pour les **contestations soumises depuis le 1^{er} avril 1998**, la loi impose à la CLP de rendre une décision dans un délai de 90 jours ou de 9 mois selon le motif de la contestation. Les statistiques pour la période du 1^{er} avril 1998 au 28 février 1999 indiquent que ce délai est respecté, le délai moyen étant de :

- 114 jours (3,8 mois) si l'on ne tient pas compte des remises demandées par les parties;
- 127 jours (4,2 mois) si l'on inclut les remises demandées par les parties.

Dans les dossiers touchant les **mesures transitoires** (contestations avant le 1^{er} avril 1998), le délai moyen est de :

- 339 jours (11,3 mois) sans les remises demandées par les parties;
- 442 jours (14,7 mois) en incluant les remises demandées par les parties.

Pour l'ensemble des dossiers traités par la CLP au cours des 11 premiers mois d'implantation (contestations depuis le 1^{er} avril 1998 et mesures transitoires), le délai moyen est de :

- 323 jours (10,8 mois) sans les remises demandées par les parties;
- 420 jours (14 mois) en incluant les remises demandées par les parties.

Si l'on tient compte des mêmes paramètres, cela correspond à une **baisse de plus de deux mois du délai moyen** de traitement comparativement à la CALP en 1997-1998.

